Les enfants de La Fontaine... ou de la difficulté de la communication en matière forestière

Jean-Claude Bussy

► To cite this version:

Jean-Claude Bussy. Les enfants de La Fontaine... ou de la difficulté de la communication en matière forestière. *Revue forestière française*, 1994, 46 (3), pp.259-262. 10.4267/2042/26541 . hal-03444157

HAL Id: hal-03444157

<https://hal.science/hal-03444157>

Submitted on 23 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ENFANTS DE LA FONTAINE... ou DE LA DIFFICULTÉ DE LA COMMUNICATION EN MATIÈRE FORESTIÈRE

J.-Cl. BUSSY

Le déficit de communication des forestiers est souvent déploré. On leur reproche de garder pour eux leur science et d'être plus habiles dans la démonstration des erreurs commises par les chroniqueurs que dans l'exposé de leur quotidien.

Pourquoi une telle situation dans une profession qui s'honore, avec La Fontaine, d'avoir inspiré l'un des chantres éminents de la nature.

Mais, au fond, La Fontaine a-t-il eu raison ? Il s'est servi d'animaux et, au besoin, de végétaux pour instruire les hommes. Il a doté de sentiments la forêt face au bûcheron. Il les a fait proches de nous alors que leur nature est différente.

Il a donné une signification simple à des combinaisons de nature complexe. La forêt ne se définit pas : elle existe.

Il a laissé entendre, avant les Romantiques et Vigny, que la nature est consolatrice mais sans en préciser les éléments.

Le forestier de notre temps, face à cette vague idéaliste, a de la peine à faire front. Il lui faut, en préambule, expliquer ce qu'il entend par forêt pour définir des modes de traitement, aligner des chiffres avant d'en venir au cœur de son exposé.

Cette façon de s'exprimer heurte l'entendement du public qui réclame toujours plus de forêt sans se préoccuper de définitions, toujours plus de règles sans vouloir faire l'effort de connaître celles qui existent.

En matière de communication forestière, nous en sommes à l'école primaire. Est-ce une raison pour ne rien faire ?

Le rappel de quelques évidences s'impose. Pour les exposer, le plan adopté sera le suivant :

- De la définition de la forêt.
- De la gestion européenne des forêts.
- Des règles qui concernent notre pays.

DE LA DÉFINITION DE LA FORÊT

La FAO (Food and Agriculture Organization) s'est employée à préciser les règles d'une classification de l'ensemble des terres tout en soulignant qu'aucun classement ne saurait être parfait.

D'après l'utilisation du territoire, elle distingue :

- les forêts de production ou forêts proprement dites dont l'une des caractéristiques est d'avoir un couvert apparent d'au moins **10 %** de la surface ;
- les forêts de protection qui jouent éventuellement un rôle de protection ou qui ont un rôle esthétique ou de récréation ;
- les petits massifs, bois ou boqueteaux de moins de **4 ha** ;
- les boisés agricoles qui comprennent les haies et plantations d'alignement, les cordons boisés ayant **plus de 10 m et moins de 25 m** de largeur moyenne ;
- les peupleraies ;
- les arbres épars en terrain agricole à l'exclusion des arbres fruitiers ;

à côté des landes, des terrains agricoles, des surfaces improductives et des eaux.

Pour classer un espace au titre de forêt de production, il convient qu'il soit boisé d'essences dites forestières dont la liste varie selon les pays et les régions. Le Bambou, par exemple, sera retenu dans les pays tropicaux et ne le sera pas en Aquitaine.

Dans les pays industrialisés, on distinguera les forêts claires composées d'une strate herbacée continue où la synusie, c'est-à-dire le groupement d'individus dépendant d'un même facteur d'habitat, s'étend sur au moins **10 %** du sol et les forêts denses où celle-ci s'étend sur plus de **20 %** de la surface du sol.

Pour la surveillance du couvert forestier, le recours à des techniques d'échantillonnage et de télédétection à haute résolution s'impose si l'on veut globaliser la vue partielle que chacun peut avoir dans son propre pays.

On voit tout de suite la difficulté d'un raisonnement d'ordre général.

D'autant plus qu'à côté des faits mêmes de « boisement » ou de « déboisement » qui sont d'ordre quantitatif, la notion de qualité des peuplements est à introduire. Des forêts peuvent être en phase d'enrichissement, d'autres en phase de dégradation.

Si l'on veut vraiment appréhender les phénomènes forestiers dans leur ensemble, un programme lourd est à mettre en œuvre. Dès à présent, un progrès significatif serait accompli si, chaque fois que quelqu'un traite de forêt, il commençait par donner une définition précise de celle-ci.

DE LA GESTION EUROPÉENNE DES FORÊTS

La déprise des terres agricoles est à l'ordre du jour. On découvre le phénomène alors qu'il est ancien. À la 18^e Conférence régionale pour l'Europe tenue à Prague au mois d'août 1992, il a été établi que ces **vingt dernières années**, près de **600 000 ha/an** en moyenne en Europe ont été soustraits à l'agriculture. De cet ensemble, **240 000 ha** en moyenne ont été boisés, ce qui **sur vingt ans** représente **4 800 000 ha**.

Cette information en elle-même est riche de signification. Elle montre l'importance des réformes économiques en cours en Europe et fait émerger dans les statistiques une forêt nouvelle dont les potentialités peuvent être supérieures à celles de la forêt traditionnelle.

Elle témoigne de l'œuvre de « verdissage » de paysages à des fins de production et de protection. Il y a de cela **trente ans**, on exaltait la ceinture verte de Burgos en Espagne. Depuis lors, les grandes villes européennes — en liaison avec les enseignements de la génétique forestière — ont créé des services spécialisés pour déployer les arbres en ville tandis que certaines régions arides comme notamment le Sud de l'Espagne se couvrent d'Eucalyptus.

Parallèlement, on constate souvent, à superficie égale, une augmentation de stocks de bois sur pied. Ceci est particulièrement vrai pour la forêt française par suite de son vieillissement progressif.

Il est regrettable de constater que l'acte consistant à exploiter les arbres — et là on en revient à La Fontaine — est le plus souvent mal interprété alors qu'il est nécessaire pour assurer le renouvellement de la nature et contribue à épurer l'air que nous respirons en augmentant le stockage du gaz carbonique.

En effet, dans le bois vert coupé, le gaz carbonique est piégé dans la mesure où celui-ci est conservé en l'état sous forme de meubles, de poutres ou de piquets. La génération d'arbres installée à la suite recommence un nouveau cycle.

Savoir expliquer que la forêt européenne est en développement, que la régénération des arbres est utile sont deux idées force que tout forestier devrait s'employer à diffuser.

DES RÈGLES QUI CONCERNENT NOTRE PAYS

Il est de bon ton depuis plusieurs décennies — à la suite des forestiers nord-américains — de déclarer qu'en dépit de son classement toute forêt est à usage multiple :

- rôle de production par la fourniture de bois ;
- rôle de protection des sols notamment le long des dunes littorales et en montagne ;
- rôle social par l'agrément du paysage.

Chacun de ces rôles fait l'objet d'une réglementation distincte si bien que l'on en arrive à des conflits de textes et d'autorités.

Sur le rôle de production de bois de la forêt, l'accent a été mis par la loi du **6 août 1963** qui oblige le propriétaire d'une certaine surface à établir un programme d'exploitation des coupes et à prévoir les mesures qu'il entend prendre en cas de régénération insuffisante.

Généralement, le rôle de protection des sols est dévolu, à titre principal, à des forêts qui appartiennent à l'État. Fragiles, elles ont besoin de soins particuliers confiés, le plus souvent, à l'Office national des Forêts.

Dans ces deux premiers cas, des données objectives servent de support à l'analyse. Il n'en va pas tout à fait de même du rôle « social ».

Il y a de cela de très nombreuses années, Monsieur le Préfet de la Gironde avait prescrit, dans le département, l'inventaire des arbres aux formes étranges. Comment définir une forme étrange ? Est-ce le fait d'avoir deux têtes comme un certain aigle ou un tronc torse comme un faune ? En pareil cas, l'imagination peut se donner libre cours. Devant la protestation des forestiers, cet arrêté fut rapporté. Il est vrai que ce même préfet s'était illustré en disposant le long des routes des guérites où étaient installés des gendarmes en carton pâte.

La récente loi sur les paysages est venue s'ajouter à tout un arsenal législatif dont le texte de **1930** sur l'inventaire et le classement des monuments naturels et des sites n'a été que la première pierre d'un édifice disparate.

Sans dénier à la collectivité le droit d'ériger des règles d'intérêt général, il convient de prendre conscience que la prolifération des règlements risque d'aboutir à un résultat contraire à celui qui est recherché.

Les forestiers peuvent-ils, dès à présent, avoir un langage clair sur les contraintes existantes ? Ce n'est pas de plus de lois que la France a besoin mais d'une meilleure connaissance de celles en vigueur. Trop de complexité nuit à un bon entendement par le public.

CONCLUSIONS

Une disposition aussi simple que celle de l'article L. 222.2, alinéa 2 du Code forestier, qui prévoit que le propriétaire est tenu d'exécuter, dans les **cinq ans** suivant l'exploitation, les travaux qui sont nécessaires à la reconstitution du peuplement forestier, est généralement inconnue du Français moyen. Qui peut vulgariser le Code forestier sinon les forestiers ?

En partant de faits concrets, c'est à la sensibilité même des hommes qu'il convient de s'adresser. Le monde de la forêt a fait une révolution interne en substituant la fonction de directeur à celle de conservateur dans le même temps où le Français moyen était à la recherche de ses racines. Que penser de la coïncidence qui fait qu'à quelques années près on a supprimé le Conservateur des Forêts et créé un Conservatoire du Littoral ? Ce terme de « conservateur » était rassurant. Il évoquait une autorité tutélaire veillant sur la forêt — qu'elle soit publique ou privée — se situant au-delà des contingences quotidiennes.

L'éclatement actuel des responsabilités des choses qui touchent à la forêt entre plusieurs ministères et plusieurs directions fait craindre que les arbitrages nécessaires soient inspirés par les considérations du moment. Chacun se tient donc sur ses gardes. Il faut à la France, à l'égal de grands pays forestiers, réunir sous un même ministère disposant de moyens financiers adaptés, l'ensemble des personnels de façon à diriger les uns, inciter les autres et donner à tous une âme commune.

Il appartient aux enfants de La Fontaine de prendre délibérément le parti du bûcheron. À eux de faire réfléchir les hommes que ce professionnel contribue par son acte à la chaleur de leur intérieur par les meubles qu'il permet de fabriquer, à l'alimentation de leur foyer par la fourniture de bûches, à l'agrément de leurs loisirs par le parquet qu'il permet de disposer sous leurs pieds.

L'hymne à la forêt du dernier Congrès forestier mondial est moins connu que la fable de « *La forêt et le bûcheron* ». Dommage !

J.-Cl. BUSSY
Docteur ès Sciences économiques
Expert forestier
3, rue de Condé
F-33000 BORDEAUX